

25 février 1987 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration à la presse de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'issue de ses entretiens avec MM. Francesco Cossiga et Bettino Craxi à Rome le 25 février 1987, sur les relations entre l'Italie et le Groupe des Cinq concernant la coopération monétaire internationale.

Mesdames et messieurs,

- Ce voyage prévu à Rome depuis 15 jours environ où j'avais l'intention de parler de la construction européenne et du rendez-vous de Venise, où doit se tenir, au mois de juin la rencontre des Sept grands pays industrialisés, ce voyage a été également occupé, vous l'imaginez bien, par les derniers déroulements de la réunion des Groupes des Cinq et des Sept à Paris. Cela n'a pas été la dominante, contrairement à ce que l'on pouvait croire, mais enfin, nous en avons parlé aussi bien avec le Président Cossiga qu'avec le Président du Conseil des ministres, M. Craxi.

- Sur l'Europe, j'ai réitéré mes inquiétudes pour l'année 1987. Inquiétudes qui restent optimistes : je veux dire par là, - c'est un peu paradoxal - que je pense que l'Europe surmontera les difficultés. Mais il faut qu'une volonté politique plus précise s'affirme. Je savais qu'en parlant à nos amis italiens, je rencontrerais des hommes également disposés dans le même sens, et qui sont fondamentalement favorables à la construction européenne, mais enfin nous avons besoin de discuter de nos points de vue.)

Sur la préparation du sommet des pays industrialisés `à Venise en juin 1987`, vous savez que j'ai au cours des dernières années, aussi bien à Tokyo qu'à Bonn, maintenu cette idée qui me paraît essentielle que les Sept, en dehors du domaine économique et monétaire, n'avaient pas à se transformer en institution polyvalente ayant à décider de tous les problèmes. C'est un organisme de consultation et d'information mutuelle dont la vocation essentielle est économique, où, bien entendu, on peut parler de tout ce que l'on veut, de tout ce que la situation internationale peut vous proposer quand on se trouve ainsi réuni. Mais il ne faut pas que cela soit institutionnalisé. Bref, ne pas faire un directoire, un directoire mondial.

- Quant à la discussion qui s'est élevée, aux interprétations divergentes, à l'émotion qui s'est produite en Italie autour des décisions de dimanche dernier - pas tellement quant aux décisions que quant à la méthode - la question à se poser est celle des relations exactes entre le Groupe des Cinq et le Groupe des Sept. Je rappellerai que le Groupe des Cinq réunit les cinq pays qui ont des responsabilités dans les Droits de Tirages Spéciaux `DTS`, et il est normal qu'ils en suivent l'évolution £ que le Groupe des Sept qui existe depuis la dernière rencontre des pays industrialisés de Tokyo, a estimé que les cinq pays, c'est-à-dire Allemagne, Angleterre, Etats-Unis d'Amérique, Japon, France plus l'Italie et le Canada, avaient vocation à décider de tout ce qui concernerait la gestion et la réforme du système monétaire international. Ce qui est exactement le cas des décisions de dimanche dernier et non pas de samedi.

- Alors, qu'il y ait eu des malentendus, ce n'est pas mon affaire £ et du côté français, il n'y a certainement pas eu de mauvaise volonté. Mais c'est vrai que le problème est posé. La réunion des Sept, telle qu'elle a été décidée à Tokyo `le 6 mai 1986` dans un long communiqué, peut-

être un peu confus, n'est pas encore véritablement entrée dans nos usages. Et donc, des réticences ou des ambiguïtés ont pu apparaître. Je le répète, ce n'est pas le fait de la France.

- J'ai moi-même été saisi, au mois de décembre 1985, puis le 15 janvier 1986 par M. Craxi, de la volonté italienne de ne pas prendre part à ces décisions monétaires. A cette lettre très circonstanciée, du 15 janvier 1986, j'ai répondu le 16 en disant "mais la France vous donne raison" et à Tokyo, j'ai défendu la demande italienne, et je n'ai pas été le seul : l'Italie s'est chargée elle-même de faire valoir son point de vue. Mais j'ai soutenu ce point de vue. C'est dire à quel point la France ne peut pas être mêlée à cette discussion £ mais le texte de Tokyo dit bien ce que j'ai dit tout à l'heure. L'Italie et le Canada ont une pleine responsabilité, autant que les cinq autres pays, dès lors qu'il s'agit de gérer ou de toucher, de réformer le système monétaire international.\

` Suite sur les réunions monétaires à Paris des 21 et 22 février 1987 `

- On a décidé à Paris d'harmoniser davantage les politiques monétaires, donc de débattre aussi des politiques économiques £ l'Italie, comme je l'ai dit à l'issue du Conseil des ministres ce matin à Paris, est automatiquement membre à part entière de cette institution. Je crois d'ailleurs qu'une prochaine réunion doit avoir lieu aux Etats-Unis d'Amérique £ elle réunira les Sept et nous aurons passé ce cap sans trop de difficultés. J'espère qu'il n'y aura pas dans les pays en cause trop de mauvaise humeur. Il faut simplement que l'usage entre dans les moeurs et qu'il soit bien clair que le Groupe des Sept a une existence claire autour d'engagements précis. Je n'ai rien d'autre à ajouter. Ce que j'ai rappelé à mes amis italiens est tout à fait en conformité avec la politique de la France et sous tous ses aspects.

- QUESTION.- Le sommet de Venise n'est absolument pas en danger ?

- LE PRESIDENT.- Ce n'est pas à moi de juger. Je ne pense pas. Pour le sommet de Venise, je suis comme les autres hôtes de l'Italie. Donc au mois de juin il doit normalement se tenir et c'est au gouvernement italien de faire connaître ses intentions, ce n'est pas à moi de les interpréter.

- QUESTION.- Vous ne les connaissez pas encore, monsieur le Président ?

- LE PRESIDENT.- Je n'ai pas posé de question de ce genre. Je suis d'ailleurs convaincu que l'Italie, après avoir marqué sa réserve sur les procédures suivies ce dernier week-end - surtout dimanche - tiendra à ce que le sommet des sept pays industrialisés se tienne, comme on sait recevoir en Italie, c'est-à-dire très bien. Là, je m'exprime en mon nom. De mon point de vue, il n'y a pas d'incident entre l'Italie et la France, il y a une incompréhension et un malentendu entre l'Italie et les autres pays membres du groupe des Cinq. Ce malentendu devrait normalement être effacé après ces échanges de vues.\

Je vais m'arrêter quelques moments à Venise où j'ignorai d'ailleurs qu'il y avait le carnaval. Je voudrais bien aller voir l'exposition Arimboldo, pour vous dire le fond de ma pensée. C'est une exposition que je désire voir depuis longtemps. Je savais qu'elle devait avoir lieu et elle me tente beaucoup £ en plus, c'est dans un décor très beau aménagé par Gae-Aulenti qui, comme vous le savez, a aménagé le musée d'Orsay.

- Je voudrais continuer mon exploration personnelle de l'Italie que je connais quand même assez bien. Alors, je voudrais m'arrêter dans quelques villes £ mais si je vous donne mon itinéraire on va inquiéter beaucoup les services de sécurité. Mais je voudrais faire au moins deux villes de l'Italie du nord après Venise.

- QUESTION.- La presse italienne dit que vous écrivez sur Laurent le Magnifique.

- LE PRESIDENT.- Mais non ! Ce serait bien prétentieux de dire cela. Pendant 15 ans, je suis venu à Florence et en Toscane plusieurs fois par an. C'est une région que j'aime beaucoup et je m'étais attaché aux personnages et surtout à l'époque, c'est-à-dire la deuxième moitié du XVIème siècle qui représente une projection de civilisation, une conjonction d'événements extraordinaires. Chacun sait bien ce que c'est la prise de Constantinople £ le monde change de sens £ il va y avoir les expéditions qui mèneront à la découverte de l'Amérique £ en même temps l'épanouissement de la civilisation de la Renaissance autour de Florence en particulier et cela s'achèvera en 92 ` 1592 ` avec la découverte de l'Amérique, en 96 ` 1596 ` avec le partage par Alexandre VI du nouveau monde entre le Portugal et l'Espagne.\